

Le Socialiste

43e année - Rs 5.00 - No 108396 Mardi 18 Novembre 2025 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès

Journée mondiale du diabète

Le ministre Bachoo appelle à la prévention et à l'action précoce



Page 3

Le Premier ministre Ramgoolam inaugure le complexe sportif SSR à Triolet



Page 4



Le ministre de la Santé appelle à faire le point sur le Programme de cardiologie structurée

Page 3



Renforcement du partenariat Maurice-Inde en matière de renforcement des capacités et de réforme du secteur public

Page 4



Maurice-Royaume-Uni renforcent le partenariat basé sur l'unité, la collaboration et l'amitié

Page 3



Les Grecs s'accrochent encore à l'espoir

FOOTBALL

Page 8



Suisse 4 Suède 1

La Suisse bat la Suède et est presque qualifiée

Page 8

Le siège de BFM évacué samedi après une alerte de sécurité

Le direct de la chaîne a été interrompu samedi après-midi pour laisser place à de la publicité, puis à des documentaires. En début de soirée, la direction a dénoncé un « acte malveillant intolérable » et annoncé son intention d'engager des poursuites judiciaires.

Les locaux du groupe RMC BFM, situés dans le 15^e arrondissement de Paris, ont été évacués, samedi 15 novembre, et les directs des antennes interrompus pendant plus de deux heures et demie, en raison d'une « alerte à la bombe » finalement levée en fin d'après-midi, selon BFM-T

« L'alerte a été levée à 17 h 35 », a fait savoir la chaîne d'information en continu au moment de reprendre le direct, peu avant 18 heures. Cette interruption a « fait suite à une alerte à la bombe qui a touché nos locaux en milieu de journée, une alerte prise au sérieux lors de cette semaine très sensible de commémoration des attentats du 13-Novembre », a expliqué la présentatrice Karine de Ménerville.

« Le groupe RMC BFM engagera les poursuites judiciaires appropriées », a déclaré le directeur général de BFM-TV, Fabien Namias, dans un communiqué publié en début de soirée. La direction du groupe « dénonce, avec la plus grande fermeté, cet acte malveillant intolérable ». à la bombe » finalement levée en fin d'après-midi, selon BFM-TV.

La police s'était rendue sur place avec des chiens détecteurs d'explosifs, avait auparavant déclaré une source policière à l'Agence France-Presse.«

Un événement rarissime

« Fabien Namias a parlé d'un « événement rarissime » et s'est excusé auprès des téléspectateurs. « Il n'était pas question – à partir du moment où il y avait une alerte de cette nature – de faire courir le moindre risque aux équipes de BFM-TV. On ne pouvait donc pas assurer la continuité de l'antenne », a-t-il expliqué.

Le direct de la chaîne avait été interrompu à la fin de la première partie du journal pour laisser place à de la publicité puis à des documentaires. « Nos locaux ont été évacués suite à une alerte de sécurité. Les forces de l'ordre sont sur place pour mener les vérifications », avaient annoncé vers 16 h 30 la radio RMC et BFM-TV sur le réseau social X. « Nos programmes sont temporairement perturbés sur l'ensemble des antennes RMC BFM. Nos équipes se mobilisent pour un retour à l'antenne au plus vite. »

Selon les journalistes de BFM-TV, la rédaction du journal La Tribune, également propriété du groupe CMA CGM et installée dans les mêmes locaux que BFM-TV et RMC, avait également été évacuée.

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah

Administration: 2^{ème} étage, Cubic Court,
30A, rue Mère Barthélémy, Port-Louis
Tel: 214 1584 – Tel/Fax: 208 8003

E-mail: lapresselibereesocialiste@yahoo.fr
Website: Lesocialiste.info

Facebook: Lesocialiste.info

Une tentative de vol à main armée au magasin Chanel de Paris, un agent de sécurité blessé

Une "tentative de vol à main armée" a été commise par quatre individus ce samedi 15 novembre 2025 dans une boutique Chanel située au 42, avenue Montaigne dans le 8^e arrondissement de Paris. Les faits se sont déroulés en plein jour, aux environs de midi. D'après une source policière citée par nos confrères de TF1-LCI, les assaillants étaient munis "d'au moins une arme de poing – dont on ignore à ce stade si elle était réelle ou factice" et portaient "un brassard police", comme l'indique Le Parisien.

Ils ont tenté de forcer l'entrée du magasin situé à deux pas de l'avenue des Champs-Élysées, en utilisant leurs scooters TMax comme véhicules-béliers. Mais le vigile est parvenu à abaisser la grille de sécurité à temps, poussant les malfaiteurs à renoncer et à prendre la fuite sans rien voler. Dans un communiqué de presse, Chanel précise que "son agent de sécurité a été blessé et est actuellement pris en charge par les secours" et annonce la mise en place d'une cellule d'accompagnement pour les collaborateurs présents.

Aucun préjudice matériel n'est à déplorer

Une enquête de police a très rapidement été ouverte et un périmètre de sécurité a été mis en place pour procéder aux relevés et constatations. De son côté, la marque de luxe a tenu à saluer dans son communiqué

"la rapidité des équipes de sécurité et des forces de l'ordre qui ont permis de mettre en fuite les assaillants sans qu'aucun préjudice matériel ne soit à déplorer". Chanel a également informé que la boutique parisienne prise pour cible resterait "fermée jusqu'à nouvel ordre". La Brigade de répression du banditisme (BRB) est chargée des investigations.

Cette tentative de braquage n'est pas sans rappeler l'attaque survenue dans la nuit du 1^{er} au 2 octobre 2025, lorsque la boutique Chanel de la rue Royale, également dans le 8^e arrondissement de Paris, avait été la cible d'un casse à la voiture-bélier. À 4h40, une voiture rouge avait percuté la devanture du magasin. Les malfaiteurs étaient parvenus à dérober pour 575 000 euros de maroquinerie de luxe avant de prendre la fuite. Une semaine plus tard, deux hommes avaient été interpellés et mis en cause pour ces faits.

Les deux interpellés, nés en avril 1993 et avril 1998, avaient été mis en examen pour "vol en bande organisée", "participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un crime aggravé par la commission en bande organisée" et "vols en réunion d'une voiture et de plaques factices commis les 30 septembre et 2 octobre", avait précisé le parquet de Paris

Iran

Une femme dirige un orchestre symphonique

La maestra se produira salle Vahdat, dans un programme présentant notamment des œuvres de deux compositrices iraniennes.

Les mercredi et jeudi, salle Vahdat, la violoniste et cheffe d'orchestre Paniz Faryousefi s'apprête à entrer dans l'histoire, devenant la première femme à monter sur le podium de l'Orchestre symphonique de Téhéran. Au programme de ces concerts intitulés « Land of Simurgh » : des œuvres de Schumann, Sibelius et Khatchaturian, mais aussi des compositrices iraniennes Aftab Darvishi et Golfram Khayam. Ces deux soirées « symbolisent la puissance et l'influence des femmes dans le paysage artistique iranien », annonce le site de la salle, qui souligne que cet événement peut être considéré comme « un pas en avant dans le rôle des femmes sur la scène du classique ».

Langage commun

« L'art appartient à l'humanité, et non pas aux hommes ou aux femmes », a déclaré Paniz Faryousefi au média Iranwire. « La présence de femmes cheffes d'orchestre

en Iran est certes encore un peu inhabituelle en Iran, mais la musique est notre langage commun », affirme-t-elle, confiante. Si l'orchestre et elle ont eu besoin d'un peu de temps pour se mettre au diapason durant les premières répétitions, le jeu des musiciens est ensuite devenu « fluide et soudé », assure la maestra, indiquant que les instrumentistes faisaient preuve de « professionnalisme et d'empathie ».

Née à Téhéran, Paniz Faryousefi a commencé la musique par l'apprentissage du violon auprès de ses parents, avant d'intégrer le conservatoire de la ville. Elle a ensuite poursuivi ses études en Arménie, où elle a commencé la direction d'orchestre, et mène depuis sa carrière de cheffe et d'instrumentiste en parallèle. Remerciant la Rudaki Foundation, qui gère la salle Vahdat, Paniz Faryousefi a déclaré qu'elle espérait que son expérience « ouvrirait la voie à d'autres femmes qui aiment la direction d'orchestre ». Rappelons qu'en 2018, Nezhat Amiri était devenue la première femme à diriger l'Orchestre national d'Iran.

Monica Bellucci, Cate Blanchett, Spike Lee... les célébrités invitées par le pape Léon XIV au Vatican

Le pape Léon XIV a reçu Monica Bellucci, Cate Blanchett, Spike Lee et d'autres personnalités du cinéma lors d'une audience spéciale au Vatican le 15 novembre 2025, marquant une volonté d'engager un dialogue entre l'Église et le monde artistique. Cet événement fait suite à l'élection du pape Léon XIV en mai 2025, lequel s'est illustré ces derniers mois par une série de rencontres avec des figures du monde culturel et artistique, comme Robert De Niro ou Naomi Campbell. L'audience du 15 novembre s'inscrit dans une démarche initiée par le pape afin de "prolonger le Jubilé des artistes et du monde de la culture", avec l'idée d'explorer le rôle du cinéma et de la créativité dans la promotion des valeurs humaines et chrétiennes.

Outre Monica Bellucci, Cate Blanchett et Spike Lee, la liste des invités comprenait aussi des réalisateurs et acteurs internationaux tels que Marco Bellocchio, Stefania Sandrelli, Greta Gerwig, Chris Pine, Viggo Mortensen, Judd Apatow, Gus Van Sant, George Miller et Stéphane Brizé. Lors de cette audience, Spike Lee a même remis au pape un maillot de basket, témoignage de cette volonté de créer

un véritable pont entre spiritualité et culture populaire.

Les objectifs du pape Léon XIV

Le souverain pontife, amateur de cinéma, a clairement exprimé son souhait d'"approfondir le dialogue avec le monde du cinéma", convaincu que la créativité artistique peut contribuer à la mission de l'Église et à la promotion de valeurs universelles. Cette ouverture vers les artistes s'inscrit dans la continuité d'autres rencontres et fait écho à l'histoire récente où les papes, dont François, avaient également multiplié les échanges avec des personnalités du divertissement.

L'initiative a provoqué de nombreux commentaires. Alors que certains applaudissent cet élan de modernité et d'ouverture, d'autres critiquent la mise en avant des célébrités alors que les fidèles ordinaires se sentent parfois relégués. Quoi qu'il en soit, l'événement témoigne d'un Vatican résolument tourné vers la culture contemporaine et soucieux de son rayonnement au-delà des cercles religieux.

Maurice-Royaume-Uni renforcent le partenariat basé sur l'unité, la collaboration et l'amitié

Le président de la République de Maurice, M. Dharambeer Gokhool et le Premier ministre, Dr Navinchandra Ramgoolam, ont assisté à Floréal à une réception organisée par le Haut-Commissariat britannique à Maurice, pour marquer l'anniversaire de Sa Majesté le Roi Charles III.

La présidente de l'Assemblée nationale, Mme Shirin Aumeruddy-Cziffra; le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du commerce international, M. Dhananjay Ramful; plusieurs ministres; des membres du corps diplomatique et d'autres dignitaires étaient présents.

Dans son allocution, le Haut Commissaire britannique, M. Paul Brummell, a souligné la relation de longue date entre Maurice et le Royaume-Uni, en soulignant la vision de Sa Majesté pour le Commonwealth ancrée dans des valeurs d'unité, de collaboration et d'amitié. Il a rappelé que les deux pays sont entrés dans une nouvelle phase de coopération à la suite de la signature de l'accord sur l'archipel des Chagos en mai 2025 et du cadre de partenariat stratégique qui l'accompagne.

M. Brummell a décrit les principaux domaines de collaboration en cours entre



les deux pays. Il a fait référence au premier officier mauricien inscrit au prestigieux Royal College of Defense Studies de Londres en septembre. En outre, le ministère britannique des Transports travaille en étroite collaboration avec l'Autorité mauricienne de l'aviation civile pour améliorer la sécurité et la sûreté; et le ministère britan-

nique de l'Intérieur soutient la police mauricienne dans le renforcement des capacités en matière de cybercriminalité, d'enquêtes et de renseignement.

En ce qui concerne la résilience climatique, il a souligné le rôle du partenariat entre le Royaume-Uni et Maurice par l'intermédiaire du groupe de travail sur l'accès au

financement climatique. Le Royaume-Uni fournit une assistance technique à la nouvelle unité de financement climatique ainsi qu'au secteur privé, pour mobiliser et débloquer le financement climatique, a-t-il déclaré.

Le Haut Commissaire britannique a en outre déclaré que le Royaume-Uni s'associait à Maurice pour devenir un centre financier régional de classe mondiale, en soutenant la création de l'Agence nationale mauricienne de lutte contre la criminalité en fournissant une assistance technique pour un examen réussi du Groupe d'action financière et en collaborant avec la Commission des crimes financiers sur le recouvrement d'avoirs.

Selon M. Brummell, les relations en matière de commerce et d'investissement entrent dans une phase plus ambitieuse grâce au partenariat commercial stratégique renforcé, qui stimulera la croissance durable et l'innovation.

Il a également parlé du programme de bourses Chevening, qui offre un enseignement de maîtrise entièrement financé au Royaume-Uni. Au total, 172 anciens élèves mauriciens ont créé leur propre association d'anciens élèves.

Le ministre de la Santé fait le point sur le Programme de cardiologie structurelle



Le ministre de la santé et du bien-être, le Dr Anil Kumar Bachoo, s'est rendu au Centre cardiaque de Pamplemousses, où un programme de cardiologie structurelle est actuellement mené par le Cardiologue interventionnel mauricien basé aux États-Unis d'Amérique, le Dr Kapil Lotun, avec son équipe internationale ainsi que des cardiologues locaux.

Le ministre Bachoo était accompagné du directeur des services cardiaques, le Dr Teeluck Kumar Gunness, et du personnel du Centre de cardiologie.

Avant la visite, le ministre a remercié le Dr Kapil Lotun et son équipe pour leur engagement continu à faire progresser les soins cardiaques spécialisés à Maurice.

M. Bachoo a souligné que le but de sa visite était d'être témoin de première main des progrès du programme de cardiologie structurelle et de reconnaître les interventions spécialisées entreprises au Centre.

Le programme comprend des procédures complexes telles que l'implantation de valvule aortique par transcathéter (ITVA), la fermeture de fuite paravalvulaire, l'ablation septale à l'alcool et la pose d'une endoprothèse artérielle sous-clavière, qui offrent aux patients un accès à un traite-

ment cardiaque haut de gamme localement et réduisent le besoin de voyager à l'étranger pour recevoir des soins.

Le ministre a en outre noté que le retour de Dr Lotun dans sa patrie pour partager l'expertise et l'expérience acquises à l'étranger était une fierté nationale, ajoutant que Maurice bénéficierait grandement si davantage de Mauriciens occupant des postes prestigieux à l'étranger contribuaient de la même manière au développement national.

Le Dr Gunness a rappelé qu'il s'agissait de la quatrième visite du Dr Lotun, au cours de laquelle 55 patients au total ont été traités, dont 28 cas d'ITVA. Il a souligné que beaucoup de ces patients auraient dû se rendre à l'étranger pour se faire soigner si ces visites n'avaient pas eu lieu.

Des médecins locaux sont également formés dans le cadre du programme et se sont dits confiants que, dans un avenir proche, ces procédures spécialisées seront effectuées de manière indépendante par des cardiologues mauriciens, en collaboration avec l'équipe d'angiographie du Centre cardiaque, renforçant ainsi la capacité du pays à fournir des soins cardiaques avancés localement.

Le ministre de la Santé et du Bien-être, M. Anil Kumar Bachoo, a lancé à Ebène un appel pour renouveler la responsabilité partagée d'agir tôt, de soutenir chaque génération et de protéger la Nation contre les conséquences à long terme du diabète.

Le ministre s'exprimait lors du lancement des activités organisées par le ministère de la Santé et du Mieux-être dans le cadre de la Journée mondiale du diabète 2025. Les activités comprennent des examens médicaux, des dépistages, des expositions et des conseils sur les maladies non transmissibles (MNT).

La ministre déléguée, Mme Anishta Babooram, et la représentante de l'Organisation mondiale de la santé à Maurice, le Dr Anne-Marie Ancia, étaient présentes à cette occasion.

Dans son allocution, le ministre a déclaré que cette journée symbolique unit la communauté mondiale dans son engagement commun à prévenir et à contrôler les problèmes de santé les plus urgents de notre époque. Soulignant le thème de cette année, « Le diabète à toutes les étapes de la vie », il a souligné que le diabète peut nous affecter à tout âge et que notre réponse doit donc être complète et continue.

En ce qui concerne la situation alarmante de la forte prévalence du diabète à Maurice, M. Anil Kumar Bachoo a souligné qu'en 2025 seulement, 2709 Mauriciens ont perdu la vie à cause du diabète, ce qui représente 22,3 % de tous les décès. Un adulte sur cinq à Maurice vit avec le diabète, et environ un quart de ceux qui souffrent de diabète ne savent pas qu'ils en sont atteints, a-t-il déclaré.

Il a en outre indiqué que lors du Programme national de dépistage scolaire de 2025, environ 490 élèves du secondaire ont été identifiés comme prédiabétiques, tandis que 32 étaient déjà diabétiques.



Cela, a-t-il dit, montre clairement que le diabète peut affecter n'importe qui de l'enfance à l'âge adulte, ajoutant que la prévention, le dépistage en temps opportun et les habitudes saines restent les défenses les plus solides.

Réitérant la stratégie du ministère qui s'appuie sur la prévention, la détection et la qualité des soins, se traduisant par des mesures clés telles que des campagnes de santé, l'augmentation de la taxe sur le sucre et la création de cinq centres régionaux du diabète, M. Bachoo a rappelé la responsabilité de chacun dans l'adoption de saines habitudes.

De son côté, la Dre Anne-Marie Ancia a souligné l'urgence de prendre rapidement des mesures pour prévenir la montée du diabète, atténuer les souffrances des personnes, de la communauté et de la Nation, rappelant que les MNT ont également un impact négatif sur les services de santé et les budgets de santé des gouvernements. Évoquant la situation qui prévaut à Maurice, elle note avec préoccupation qu'environ 700 amputations sont pratiquées chaque année, dont 89% sont dues au diabète.

Selon elle, l'accent devrait être mis sur la prévention, le diagnostic précoce et le traitement comme mesures clés pour prévenir l'aggravation de la maladie et éviter les complications de santé.

Le Premier ministre Ramgoolam inaugure le complexe sportif SSR à Triolet

Le complexe sportif Sir Seewoosagur Ramgoolam (SSR), une installation moderne conçue pour promouvoir l'activité physique et l'engagement communautaire, a été inauguré à Triolet par le Premier ministre, le Dr Navinchandra Ramgoolam. À la même occasion, le Premier ministre a procédé à la plantation symbolique d'un arbre Trochetia.

La cérémonie s'est également déroulée en présence du ministre de la jeunesse et des sports, M. Darmarajen Nagalingum, des ministres, des ministres juniors, des Membres de l'Assemblée nationale et d'autres personnalités.

Le complexe sportif SSR, au coût de 200 millions de roupies environ, peut accueillir environ 350 personnes. Il offre un large éventail d'installations sportives, y compris des terrains de volley-ball, de handball, de basket-ball, de futsal et de badminton, ainsi que des zones pour le beach-volley et le handball, un boulodrome et une piste de jogging. Des plans sont également en cours pour un futur agrandissement qui comprendra une piscine.

Dans son allocution, le Premier ministre a rappelé que l'inauguration de cette installation sportive s'inscrit dans le cadre des célébrations du 125ème anniversaire de la RSS. Il a souligné l'engagement du Gouvernement à développer les infrastructures sportives dans tout le pays afin d'autonomiser les citoyens, en particulier les jeunes, et d'encourager la participation régulière à des activités



physiques. Il a également souligné le rôle vital du sport dans la lutte contre les maladies non transmissibles, à savoir le diabète, qui touche un nombre croissant d'enfants et d'adolescents.

Selon le Dr Ramgoolam, des initiatives telles que le complexe sportif SSR font partie d'une stratégie nationale plus large visant à améliorer la qualité de vie de tous les Mauriciens. La promotion du développement dans

divers secteurs reste une priorité, le progrès, l'engagement communautaire et la santé publique étant les piliers centraux de la croissance et du bien-être à long terme de Maurice, a-t-il ajouté.

Pour sa part, le ministre Nagalingum a souligné que Maurice a acquis une renommée internationale croissante grâce au succès de ses athlètes. Il a encouragé les jeunes à participer plus activement au sport, soulig-

nant que les progrès du pays dans ce domaine doivent être soutenus.

Il a également annoncé que le ministère de la jeunesse et des sports, en partenariat avec le ministère de l'éducation et des ressources humaines, mettait au point une initiative clef visant à intégrer le sport dans les programmes scolaires, dans le but de renforcer la culture sportive dès le plus jeune âge.

Renforcement du partenariat Maurice-Inde en matière de renforcement des capacités et de réforme du secteur public



La Haut-Commissaire adjointe de l'Inde à Maurice, Mme Aparna Ganesan, a rendu une visite de courtoisie, au ministre de la Fonction publique et des Réformes administratives, M. Lutchmanah Pentiah, à son bureau de Port Louis. Les discussions ont porté sur l'approfondissement de la collaboration entre Maurice et l'Inde dans les domaines du renforcement des capacités, de la formation du secteur public et du renforcement institutionnel.

Dans une déclaration faite à l'issue de la réunion, le ministre Pentiah a souligné que Maurice appréciait grandement le soutien continu de l'Inde à l'amélioration de l'efficacité et de l'innovation du secteur public. Il a rappelé que l'Institut Atal Bihari Vajpayee de la fonction publique et de l'innovation est conçu comme un centre régional de formation et de développement des capacités, au service non seulement des fonctionnaires mauriciens, mais aussi des participants de toute la région de l'océan Indien. « Notre objectif est de faire de l'Institut une étoile de la région, mettant en valeur Maurice comme l'étoile et la clé de l'océan Indien », a-t-il déclaré.

Il a souligné que la collaboration entre les gouvernements mauricien et indien, par l'intermédiaire du Haut-Commissariat indien, avait déjà abouti à la signature de deux mémorandums

d'accord, ouvrant la voie à des actions concrètes en matière d'échange de connaissances et de développement institutionnel.

Le ministre a également annoncé qu'il a été invité à une visite officielle en Inde, où il rencontrera de hauts fonctionnaires de ministères et d'institutions clés impliqués dans la réforme de la fonction publique.

Le ministre Pentiah a souligné les efforts continus visant à développer une infrastructure publique numérique pour soutenir les programmes de formation de l'Institut. Il a salué la collaboration

avec le Conseiller indien pour la coopération technique et économique (ITEC), le Professeur Raja, qui a travaillé en étroite collaboration avec le ministère pour concevoir 100 cours de formation personnalisés adaptés aux besoins spécifiques des fonctionnaires mauriciens et régionaux. « Nous visons à devenir un point de référence dans la région africaine pour une prestation de services publics transparente, responsable et centrée sur le citoyen », a-t-il ajouté.

Pour sa part, la Haut-Commissaire adjointe Ganesan a réaffirmé l'engagement de l'Inde à aider

Maurice à renforcer ses capacités de service public.

Mme Ganesan a souligné que l'Inde et Maurice partagent un partenariat exceptionnellement dynamique et orienté vers l'action qui couvre de multiples secteurs, notamment l'éducation, la technologie et les relations interpersonnelles. Elle a annoncé que les deux parties travaillent maintenant à l'élaboration d'une plateforme communautaire, une initiative qui améliorera davantage la collaboration, l'apprentissage numérique et la prestation de services au sein du secteur public mauricien.

Trump maintient son intention de poursuivre la BBC malgré les excuses de la station anglaise

Le président américain a annoncé qu'il intenterait une action en justice contre la BBC, «probablement dans le courant de la semaine prochaine».

Le délai a expiré. Donald Trump a annoncé vendredi aux journalistes qu'il engagerait une action en justice contre la BBC la semaine prochaine. Pour un montage qu'il juge trompeur de l'un de ses discours, le président américain réclame jusqu'à cinq milliards de dollars de dommages-intérêts. «Nous allons les poursuivre pour (un montant compris) entre un et cinq milliards de dollars, probablement dans le courant de la semaine prochaine. Je pense que je dois le faire. Ils ont même admis avoir triché», a-t-il déclaré à bord d'Air Force One.

Donald Trump avait initialement menacé la BBC d'une plainte en diffamation assortie d'une demande de dommages-intérêts d'un milliard de dollars. L'information avait d'abord été révélée par la chaîne Fox News. Dans ce courrier, l'équipe d'avocats du président américain donnait jusqu'à vendredi 17h00, heure de Washington (22h00 GMT), au groupe de médias public britannique pour retirer le documentaire en question et s'excuser.

Selon Donald Trump et ses avocats, les réalisateurs d'un documentaire du magazine d'information phare «Panorama», diffusé en octobre 2024, soit une semaine avant la présidentielle américaine, ont monté des propos prononcés à différents moments d'un discours datant du 6 janvier 2021, jour de l'assaut du Capitole à Washington, de

telle façon que le républicain semble inciter ses partisans à se rendre au siège du Congrès pour se «battre comme des diables». «Les Britanniques sont très en colère contre ce qu'il s'est passé, comme vous pouvez l'imaginer, car cela montre que la BBC, c'est que des infos bidon», a dit Donald Trump vendredi. Il a également déclaré qu'il prévoyait d'aborder le sujet avec le premier ministre britannique Keir Starmer. Il avait promis mercredi de «défendre une BBC forte et indépendante». «Je vais l'appeler ce week-end. Mais il m'a appelé, il est très géné», a ajouté le président américain.

Les excuses de la BBC

Après plusieurs jours de polémique, le directeur général de la BBC, Tim Davie, et la patronne de la chaîne d'information du groupe BBC News, Deborah Turness, avaient fini par démissionner. L'institution britannique a par ailleurs présenté ses excuses pour avoir fait une «erreure de jugement».

De son côté, le président du conseil d'administration de la BBC Samir Shah a envoyé une «lettre personnelle» d'excuses à Donald Trump mais rejette les accusations de diffamation, a annoncé jeudi soir la BBC. «Si la BBC regrette sincèrement la manière dont ces images ont été montées, nous contestons fermement qu'il y ait une base légale pour une plainte en diffamation», a fait valoir le groupe audiovisuel public britannique, dont les avocats ont répondu à ceux du président américain.

L'Inde, un marché prometteur mais difficile à conquérir pour le luxe français

L'Inde, nouvel eldorado des maisons de luxe françaises? Depuis 20 ans, les marques les plus prestigieuses en rôvent, mais le pays le plus peuplé de la planète reste encore loin de combler leurs attentes.

«C'est un marché prometteur mais qui reste compliqué», souligne Bénédicte Epinay, déléguée générale du Comité Colbert, qui représente le secteur et réunit 85 entreprises tricolores.

L'ouverture dimanche, dans la mégapole de Bombay (ouest), du premier magasin indien des Galeries Lafayette est «une étape importante qui va faire souffler le vent de l'Occident», se félicite-t-elle.

Sur les 280 marques de luxe et de créateurs réparties sur 9.000 m² et cinq étages, la majorité des marques sont étrangères.

Cette proportion est susceptible d'évoluer, a indiqué dimanche Philippe Pedone, directeur du développement international des Galeries Lafayette, lors de l'inauguration de ce magasin réalisé en partenariat avec le groupe indien Aditya Birla.

L'enseigne historique ambitionne d'ouvrir 'un second grand magasin à New Delhi', à l'horizon 2029-2030, a précisé Nicolas Houzé, président du directoire du groupe, qui vise au départ «un chiffre d'affaires annuel de 20 millions d'euros».

Avec ses 1,4 milliard d'habitants, le potentiel du marché indien est immense. Chaque année, des dizaines de milliers de nouveaux millionnaires y affichent leur réussite au volant de leur Lamborghini ou Rolex au poignet.

La progression est vertigineuse: le marché du luxe, évalué à 10 milliards d'euros en 2024, devrait tripler d'ici 2030, selon Estelle David, directrice de Business France Asie du Sud.

«Quand une maison de luxe s'intéresse à un nouveau pays, elle regarde le nombre de personnes fortunées et l'essor d'une classe moyenne. L'Inde cache toutes les cases», explique la déléguée générale du Comité Colbert.

Mais la réalité est plus complexe. Entre taxes élevées, contraintes réglementaires, infrastructures qualitatives limitées et forte identité culturelle, les obstacles restent de taille.

Les géants français du luxe, contactés par l'AFP, n'ont pas souhaité s'exprimer. Un silence qui, selon des experts, traduit le peu de «choses positives» qu'ils ont à dire sur ce marché jugé «compliqué».

«Ils disposent de très peu de données pour affirmer qu'ils réalisent des bénéfices» et «ont un retour sur investissement», souligne Ashok Som, professeur à l'Essec.

Au début des années 2000, les grandes maisons

considéraient l'Inde comme leur prochain relais de croissance après la Chine. Mais un quart de siècle plus tard, le marché reste «infinitésimal», explique Mme Epinay: la plupart des marques n'y comptent qu'un à trois magasins, contre 100 à 400 en Chine.

A ses yeux, le seul point commun entre ces deux puissances est «le nombre d'habitants». L'Inde n'a pas la même «homogénéité sociale, linguistique et territoriale», pointe-t-elle.

«La plupart ne comprennent toujours pas ce marché», celui d'un «pays pauvre à l'économie largement agraire», renchérit M. Ashok. La Chine comptait, elle, dès la fin des années 1990 «des centres commerciaux partout», note-t-il, et une «classe aisée avide de produits occidentaux».

A ce jour, la cinquième économie de la planète ne compte que six centres commerciaux haut de gamme. Autres obstacles de taille: les droits de douane élevés, les barrières non tarifaires et le poids de la bureaucratie.

Résultat: un Indien a tout intérêt à faire un aller-retour à Dubaï, moyennant 300 euros, pour acheter un sac d'une marque de luxe française qu'il paiera 30 à 40% moins cher qu'à Bombay ou New Delhi.

Une lueur dans le ciel: l'Inde et l'Union européenne (UE) se sont engagées à conclure d'ici la fin de l'année un accord de libre-échange négocié depuis des années. «Cela apportera beaucoup d'oxygène à ce marché», veut croire Mme Epinay.

Mais pour séduire les Indiens, «il faut s'adapter à la culture, aux goûts et aux modes de consommation», souligne Mme David.

Bien que les grandes marques étrangères de prêt-à-porter possèdent des enseignes dans les mégapoles comme New Delhi, Bombay ou Bangalore, les «silhouettes occidentales» restent minoritaires à travers le pays.

Si les hommes ont largement renoncé à leurs «kurtas» (chemises longues et amples), les femmes continuent de porter des «saris», ces rectangles de tissus aux couleurs chatoyantes. Pour les séduire, des marques comme Louboutin, Dior, Chanel ou Bulgari collaborent déjà avec des designers, des marques, des stars de Bollywood ou des influenceurs locaux, relèvent les connaisseurs du marché. Mais «pourquoi voudriez-vous acheter quelque chose d'étranger qui essaie d'être indien», s'interroge Sonal Ahuja, une directrice des ressources humaines de 39 ans rencontrée dans un centre commercial de Bombay.

Les marques françaises misent aussi sur le commerce en ligne et les 900 millions d'internautes indiens.

Des drones survolent des sites stratégiques français

Des survols de drone illégaux ont été observés depuis le mois de septembre, notamment en Dordogne, dans le Haut-Rhin et la Marne. Des enquêtes sont en cours, mais aucun télépilote n'a été identifié à ce stade.

Plusieurs survols de drones illégaux ont été signalés depuis le mois de septembre au-dessus de sites militaires ou industriels sensibles en France, notamment en Dordogne, dans le Haut-Rhin et dans la Marne. Aucune interpellation n'a eu lieu à ce stade et les enquêtes restent, pour l'heure, traitées localement par les parquets concernés. Ces incidents ne sont pas isolés et se multiplient, des derniers mois, dans d'autres pays d'Europe.

Trois survols en trois jours à l'usine Eureenco en Dordogne

À Bergerac, en Dordogne, l'usine Eureenco, classée Seveso, productrice de propulseurs d'obus pour l'armée française et plusieurs pays européens, a été survolée trois fois en trois jours cette semaine, lundi soir et mercredi, aux alentours de midi, puis vers 21h, selon les informations d'ICI Périgord. Il s'agit d'un petit drone d'une quarantaine de centimètres, de type DJI (que l'on trouve dans le commerce). Pour chaque survol illégal, la société Eureenco a porté plainte.

Les agents du commissariat de Bergerac ont reçu l'autorisation d'utiliser des brouilleurs afin de rompre la liaison radio entre un drone et son pilote si un appareil est repéré au-dessus du site, indique ICI Périgord. Cette manœuvre permet notamment de couper la liaison vidéo et, en cas de récupération du drone, d'analyser une éventuelle carte mémoire pour tenter d'identifier le pilote. La préfecture a également demandé un renforcement des patrouilles autour du site.

Cette usine de Bergerac représente la principale alerte, en raison de la nature stratégique du site et des risques de repérage ou de scénarios d'attaque par drones, selon des sources concordantes à France Inter. Selon un haut cadre du ministère de l'Intérieur, toujours à France Inter, «il est quasiment impossible de remonter aux auteurs une fois que l'acte a eu lieu».

Une gare de triage avec des chars survolée dans le Haut-Rhin

Un drone a survolé deux sites de Mulhouse, dans le Haut-Rhin mardi. Selon le parquet, le drone a d'abord survolé la cour centrale du commissariat central de Mulhouse vers 23h45. Cinq minutes plus tard, il se trouvait au-dessus d'une gare de triage ferroviaire. Le Centre d'Information et de Commandement l'a détecté à 23h50, alors que la zone de triage accueillait depuis 23h30 un convoi exceptionnel transportant des chars de combat Leclerc. L'agent de sécurité présent sur place a décrit un «appareil dépourvu d'éclairage survolait la zone de stockage du convoi militaire puis disparaissait dans une direction inconnue».

Aucune interpellation n'a eu lieu pour l'heure. Une enquête est ouverte par la police nationale à Mulhouse. Les enquêteurs cherchent à identifier le ou les pilotes. Selon une source militaire à France Inter, ce survol est «étonnant» étant donné que ces chars «peuvent être filmés y compris lors du défilé du 14-Juillet».

Paige Greco, championne de cyclisme paralympique, est décédée à 28 ans

La médaillée d'or de cyclisme paralympique australienne Paige Greco est décédée dimanche à l'âge de 28 ans, après un «problème médical soudain», a annoncé sa famille lundi.

Paige Greco avait battu son propre record du monde en remportant la victoire en poursuite individuelle sur 3.000 m dans la catégorie C1-C3 aux Jeux de Tokyo en 2021.

Elle a ensuite ajouté une médaille de bronze dans la course sur route et le contre-la-montre C1-C3, consolidant ainsi son statut de compétitrice de haut niveau à la fois sur piste et sur route.

Royaume-Uni

Fin des aides sociales pour les réfugiés

«Dans le cadre d'un plan historique, les aides automatiques accordées aux personnes demandant l'asile vont prendre fin», a indiqué le communiqué du Home Office, alors que la ministre de l'Intérieur, Shabana Mahmood, doit détailler lundi son plan au Parlement.

Le Royaume-Uni va supprimer l'accès automatique aux aides sociales pour les demandeurs d'asile, dans le cadre d'une vaste réforme visant à lutter contre l'immigration irrégulière, a annoncé samedi le ministère de l'Intérieur britannique. «Dans le cadre d'un plan historique, les aides automatiques accordées aux personnes demandant l'asile vont prendre fin», a indiqué le communiqué du Home Office, alors que la ministre de l'Intérieur, Shabana Mahmood, doit détailler aujourd'hui son plan au Parlement.

Le gouvernement britannique entend également réduire la protection accordée aux réfugiés, qui seront «forcés de rentrer dans leur pays d'origine dès qu'il sera jugé sûr», a annoncé samedi le ministère de l'Intérieur dans un communiqué. Cette mesure devrait faire partie d'une vaste réforme du gouvernement travailliste visant à réduire le nombre de migrants arrivant au Royaume-Uni, et à répondre aux critiques qui ont propulsé le parti anti-immigration Reform UK de Nigel Farage en tête des sondages depuis des mois.

«Mettre fin à ce ticket en or»

«Un "billet en or" a fait grimper les demandes d'asile au Royaume-Uni, poussant les gens à traverser l'Europe, via des pays sûrs, pour monter à bord d'embarcations de fortune», a indiqué la ministre, citée samedi dans le communiqué. «Je vais mettre fin à ce ticket en or.»

«Grâce à des conditions bien plus généreuses au Royaume-Uni», les réfugiés peuvent actuellement demander à s'installer définitivement, sans frais, après cinq ans au Royaume-Uni, «sans avoir contribué» au pays, a indiqué le ministère.

Le nouveau système réduira la durée de leur séjour de cinq ans à 30 mois, et multipliera par quatre, de cinq à 20 ans, le délai nécessaire pour demander à devenir résident permanent, a-t-il précisé. Les réfugiés qui souhaitent devenir résidents permanents plus vite «devront travailler ou étudier», a-t-il encore ajouté.

Interrogée dimanche sur la BBC et Sky news, la ministre de l'Intérieur Shabana Mahmood a défendu en bloc ces premières mesures. Née dans une famille originaire du Pakistan, elle a déclaré à la BBC que si «l'immigration fait absolument partie» de son expérience de vie, elle ressent «un devoir moral» de lutter contre l'immigration irrégulière qui «déchire notre pays». Cette immigration «divise les communautés, les gens constatent une énorme pression dans leurs communautés et ils voient également un système qui est défaillant (...), a-t-elle assuré.

39.292 personnes ont débarqué sur les côtes anglaises en 2025

L'association britannique Refugee Council a quant à elle qualifié ces mesures de «dures» et «inutiles».

Un accord a été conclu cet été avec Paris qui consiste à renvoyer en France des migrants arrivés au Royaume-Uni à bord de ces embarcations. Reste que depuis le 1er janvier, 39.292 personnes ont débarqué sur les côtes anglaises, un chiffre qui dépasse celui de l'année 2024 (36.816).

Réagissant aux annonces britanniques, le chef de la diplomatie française Jean-Noël Barrot a estimé dimanche sur les médias France Inter, franceinfo TV et Le Monde que celles-ci répondent «aux attentes» de ses voisins européens.

Manifestations

Arrivé au pouvoir à l'été 2024, le gouvernement de Keir Starmer est sous pression quasi-quotidienne pour freiner les arrivées de migrants et restreindre leurs droits. Cet été, de nombreuses manifestations ont eu lieu devant des hôtels hébergeant des demandeurs d'asile et une manifestation organisée par l'extrême droite à Londres mi-septembre a réuni jusqu'à 150.000 personnes selon la police.

Dans ce contexte, le gouvernement de Keir Starmer a promis de faire baisser le nombre de migrants qui traversent la Manche à bord d'embarcations de fortune. Sans succès pour l'instant.

Depuis le 1er janvier, 39.292 personnes ont débarqué sur les côtes anglaises à l'issue de cette périlleuse traversée, un chiffre qui dépasse celui de l'année 2024 (36.816).

Par ailleurs, les demandes d'asile ont augmenté de 18% en 2024 au Royaume-Uni, alors qu'elles baissaient de 13% dans l'ensemble de l'Union européenne sur la même période, selon les chiffres du gouvernement. Plus de 400.000 demandes ont été enregistrées depuis 2021, contre 150.000 sur la période 2011-2015, toujours selon les chiffres officiels.

Modèle danois

Pour le gouvernement, l'objectif est clair : rendre le Royaume-Uni moins attractif pour les migrants. Le ministère a souligné s'être inspiré de l'exemple danois pour ces réformes. Ce pays scandinave de 6 millions d'habitants, dirigé par les sociaux-démocrates depuis 2019, défend une politique stricte en matière de droit d'asile. Les réfugiés y obtiennent ainsi un permis de séjour, généralement de deux ans renouvelable, mais sont encouragés à prendre le chemin du retour dès que les autorités estiment que le besoin de protection a disparu. Le regroupement familial y est aussi soumis à des exigences strictes, dont des tests de langue pour les nouveaux arrivants.

Ces dernières semaines, des hauts fonctionnaires britanniques se sont rendus au Danemark afin d'étudier dans le détail ce système, et voir les mesures applicables au Royaume-Uni. La restriction de la protection des réfugiés était une mesure jusqu'ici défendue par Reform UK. Le parti de Nigel Farage avait annoncé qu'en cas d'arrivée au pouvoir, il obligerait les migrants - y compris ceux déjà régularisés - à demander un visa tous les cinq ans.

«Superficielles»

Mais la gauche du parti travailliste s'était dite opposée à de telles restrictions, et avait prévenu que le parti, au plus bas dans les sondages, y perdrait de nombreux électeurs.

Au Royaume-Uni, la restriction de la protection des réfugiés était une mesure jusqu'ici défendue par Nigel Farage, qui avait annoncé qu'en cas d'arrivée au pouvoir, il obligerait les migrants - y compris ceux déjà régularisés - à demander un visa tous les cinq ans.

Les réfugiés qui souhaitent devenir résidents permanents plus vite «devront travailler ou étudier», selon le ministère. Quant aux aides sociales, le gouvernement veut les supprimer «pour ceux qui ont le droit de travailler et qui peuvent subvenir à leurs besoins».

Le gouvernement entend également accélérer les expulsions avec le passage d'une loi qui encadrerait les recours à la Convention européenne des droits de l'homme, a indiqué le ministère dimanche.

In fine, ces réformes permettront de «bloquer les recours interminables, empêcher les demandes de dernière minute et augmenter les expulsions de ceux qui n'ont aucun droit d'être ici», a réagi Keir Starmer, cité dans le communiqué. L'opposition conservatrice a, elle, dénoncé des mesures «superficielles» qui «ne feront pas une grande différence».

Sur la BBC, la ministre s'est dite consciente qu'elle allait devoir convaincre «les gens dans tout le pays, pas seulement au Parlement (...) que ces réformes peuvent fonctionner». La première étape sera sans doute de convaincre l'aile gauche de son parti. Fin juin, le gouvernement avait été contraint de reculer sur son projet de loi visant à couper dans les allocations aux personnes handicapées à la suite de la mobilisation d'une centaine de députés de son camp.

NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT**APPLICATION****NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE WITHIN RESIDENTIAL ZONE**

Take notice that I Mrs Navina Narainen will apply to the District Council of Riviere du Rempart for a Building and land use Permit for a proposed for General Retailer at Ground Floor and Residential at First Floor at Pavillon, Cap Malheureux.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from the date of this publication.

La Chine demande à ses ressortissants d'éviter de se rendre au Japon

Deux voisins emploris dans une crise diplomatique inédite. La Chine a recommandé, vendredi 15 novembre, à ses ressortissants d'éviter de voyager au Japon, les compagnies aériennes chinoises proposant même le remboursement total des vols déjà réservés. Une mesure qui intervient en plein épisode de tensions depuis des propos sur Taïwan de la nouvelle Première ministre nippone qui ont provoqué l'ire de Pékin.

Sanae Takaichi a déclaré, le 7 novembre devant le Parlement, que des attaques armées contre Taïwan, dont la Chine revendique la souveraineté, pourraient justifier l'envoi de troupes nippones pour défendre l'île, au titre de la "légitime défense collective" prévue par une loi japonaise adoptée en 2015.

Un remboursement intégral des vols pour le Japon
Si une situation d'urgence à Taïwan implique "le déploiement de navires de guerre et le recours à la force, cela pourrait constituer une menace pour la survie du Japon", a développé la très conservatrice Première ministre, sans citer nommément la Chine. "Nous devons envisager le scénario du pire", a-t-elle ajouté. Des propos largement interprétés comme une indication qu'une attaque contre Taïwan pourrait justifier un soutien militaire de Tokyo à l'île.

Vendredi soir, l'ambassade de Chine au Japon a jugé ces propos "ouvertement provocateurs à l'égard de Taïwan, nuisant gravement au climat des échanges entre les peuples". "Le ministère des Affaires étrangères ainsi que l'ambassade et les consulats de Chine au Japon rappellent solennellement aux citoyens chinois d'éviter de se rendre au Japon dans un avenir proche", ajoute son communiqué publié sur les réseaux sociaux, mentionnant "des risques importants" pour leur sécurité.

En conséquence, les principales compagnies aériennes chinoises (Air China, China Southern et China Eastern) ont annoncé ce samedi proposer à leur clientèle le remboursement intégral de leurs vols pour le Japon, ainsi que la modification sans frais de leur itinéraire, entre samedi et le 31 décembre.

"Couper cette sale tête sans la moindre hésitation"

La question de Taïwan est d'autant plus sensible entre Pékin et Tokyo – deux importants alliés en matière économique – que le Japon avait pris le contrôle de l'île en 1895 au détriment de l'Empire chinois, avant de la rétrocéder en 1945 au gouvernement de l'époque.

Dans le sillage des déclarations de Sanae Takaichi jugées "extrêmement graves", Pékin a annoncé vendredi avoir convoqué l'ambassadeur du Japon. Tokyo a pour sa part fait de même avec l'ambassadeur de Chine, après une menace jugée "extrêmement inappropriée" de la part du consul général de Chine à Osaka, Xue Jian. Dans un message depuis supprimé sur X, il avait menacé de "couper cette sale tête sans la moindre hésitation", en citant un article sur l'intervention de Sanae Takaichi.

**NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT
APPLICATION****NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE**

Take notice that Tanya Seksum will apply to the District Council of Riviere du Rempart for a Building and Land Use Permit for the proposed conversion of a duplex apartment at no.4 Superina Villas, Mont Oreb Lane, Pereybere into a Tourist Residence.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from the date of this publication.

Date: 7 November 2025

Qualifications Coupe du Monde 2026**Luxembourg 0 Allemagne 2****L'Allemagne s'en sort au Luxembourg grâce à un doublé de Nick Woltemade**

Longtemps tenue en échec par le Luxembourg, l'Allemagne a finalement réussi à arracher une victoire précieuse (2-0) dans la course à la qualification directe pour le Mondial 2026. La Mannschaft peut remercier Nick Woltemade, auteur d'un doublé.

Grâce à un doublé de Nick Woltemade, l'Allemagne a arraché un précieux succès, très compliqué à se dessiner, vendredi au Luxembourg (2-0), et a encore besoin d'un point pour se qualifier pour le Mondial 2026.

Avec 12 points au compteur, l'Allemagne conserve la première place du groupe ex-aequo avec la Slovaquie mais devant à la différence de buts générale (+7 contre +4), qui a arraché la victoire à domicile contre la Slovaquie (1-0) dans le temps additionnel de la seconde période.



Les coéquipiers de Jonathan Tah, capitaine d'un soir en l'absence de Joshua Kimmich, pourront se contenter d'un match nul lundi soir à Leipzig contre la Slovaquie pour assurer leur billet pour l'Amérique du Nord (Canada, Etats-Unis et Mexique) l'été prochain (11 juin-19 juillet).

Dominés et bousculés en première période par le modeste Luxembourg, les joueurs Julian Nagelsmann ont fait la différence en seconde période grâce à Nick Woltemade, leur homme providentiel du moment, auteur d'un doublé (49e et 69e).

L'attaquant de Newcastle avait déjà été décisif lors du dernier match de qualifications de la Mannschaft, il y a un mois à Belfast contre l'Irlande du Nord (1-0), pour son premier but en sélection

Georgie 0 Espagne 4**L'Espagne corrige la Géorgie, qui n'ira pas au Mondial**

La Géorgie devait réaliser un exploit et battre l'Espagne si elle souhaitait conserver un infime espoir d'aller en barrages, mais elle n'a jamais eu la possibilité d'y croire ce samedi, face à une Roja décidée à tout écraser sur son passage, une fois de plus. Comme s'ils avaient vraiment besoin de ça, les Espagnols démarrent leur festival avec l'aide des Géorgiens, pénalisés par une main de Giorgi Gocholeishvili dans sa surface, que Mikel Oyarzabal ne se prive pas de sanctionner (0-1, 11e).

L'attaquant de la Sociedad s'offrira même un doublé plus tard en seconde période, d'une tête sur un centre de Ferran Torres (0-4, 63e). En plus d'être passeur, le joueur du Barça a lui aussi été buteur d'une frappe du gauche sur un service de... Mikel Oyarzabal, décidément partout (0-3, 35e). Quelques minutes plus tôt, Martin Zubimendi avait fait le break pour l'Espagne d'un joli tir sous la barre (0-2, 22e).

Trop facile, jamais réellement inquiétée si ce n'est en fin de partie après un sursaut d'orgueil géorgien, l'Espagne a neuf orteils au Mondial. Il faudrait qu'elle perde 7-0 contre la Turquie au prochain match pour finir en barrages...

Danemark 2 Belarus 2**Les Danois freinés mais toujours leaders**

Le Danemark pensait avoir fait le plus dur en ouvrant le score dès la 11e minute grâce à Mikkel Damsgaard, parfaitement placé pour reprendre un ballon dans la surface et le loger dans le coin gauche (1-0).

Mais la Biélorussie a montré une solidité et un répondant inattendus.

À la 62e minute, Valeriy Gromyko a égalisé après une superbe action individuelle conclue d'une frappe imparable dans le petit filet (1-1).

Quatre minutes plus tard, Nikita Demchenko a renversé le match en concluant une action collective magistrale pour donner l'avantage aux visiteurs (1-2).

Le Danemark, poussé par la nécessité, a fini par revenir au score à la 80e minute. Gustav Isaksen, opportuniste dans la surface, a placé une frappe en lucarne qui a libéré tout un stade (2-2).

Un nul qui laisse des regrets aux Danois, mais qui leur permet de conserver la 1re place du groupe devant l'Écosse avec seulement 1 point de différence. La qualification se jouera lors de l'ultime journée de ces éliminatoires.

Qualifications Coupe du Monde 2026Grèce 3 Ecosse 2

Les Grecs s'accrochent encore à l'espoir

L'avant-dernière journée des éliminatoires du groupe C a offert un scénario spectaculaire. La Grèce a signé une victoire renversante contre l'Écosse (3-2), tandis que le Danemark, pourtant dominateur, a laissé filer deux points face à la Biélorussie (2-2). Malgré ce nul, les Danois conservent la tête du groupe, mais la bataille reste intense derrière eux.

La rencontre a démarré très fort, et dès la 7e minute, Anastasios Bakasetas a ouvert le score en profitant d'un ballon mal repoussé pour conclure d'un tir précis dans le coin droit (1-0).

La Grèce, portée par un public bouillant, a continué d'imposer son rythme en seconde période.

À la 57e minute, Konstantinos Karetas a doublé la mise d'une frappe soignée près du point de penalty, parfaitement placée côté gauche (2-0).

Six minutes plus tard, Christos Tzolis a inscrit l'un des plus beaux buts de la soirée : une frappe lointaine en pleine lucarne qui a laissé Craig Gordon sans réaction (3-0).

L'Écosse, étouffée mais pas résignée, a lancé une folle remontée.



À la 65e minute, Ben Doak a réduit l'écart en gagnant son face-à-face avec le gardien grec (3-1).

Cinq minutes plus tard, Ryan Christie, sur un centre précis d'Andrew Robertson, a placé une tête à

bout portant pour ramener les siens à un but seulement (3-2).

Malgré la pression écossaise en fin de match, la Grèce a tenu bon et s'offre une victoire sans effet.

Suisse 4 Suède 1

La Suisse bat la Suède et est presque qualifiée

La Suisse devrait, sauf tremblement de terre, disputer la Coupe du monde 2026. Victorieuse 4-1 de la Suède à Genève lors de la 5e journée des qualifications, elle doit toutefois attendre mardi pour valider son ticket au Kosovo.

Le succès du Kosovo en Slovénie (2-0) prolonge le suspense dans ces qualifications. Avec sa différence de but largement favorable, seule une improbable défaite par six buts d'écart mardi à Pristina priverait la Suisse d'une qualification.

Sans Remo Freuler (blessé et remplacé par Michel Aebischer), la Suisse a parfaitement entamé la rencontre dans un Stade de Genève à guichets fermés (26'458 spectateurs). Elle a pris l'avantage dès la 12e minute sur un but de Breel Embolo, son 4e dans ces qualifications. L'attaquant bâlois était à la réception d'un centre à ras de terre de Dan Ndoye, qui a fait la différence sur le côté droit de l'attaque helvétique.

Premier but encaissé

L'ouverture du score acquise, les hommes de Murat Yakin se sont contentés de gérer leur avantage face à une Suède qui évoluait sans ses attaquants stars Alexander Isak (entré en jeu à la 63e) et Viktor Gyökeres. Et alors qu'ils n'avaient pas encaissé le moindre but lors des cinq matches précédents, ils ont craqué sur la première occasion scandinave.

Sur un centre mal renvoyé par la défense suisse, Benjamin Nygren a surpris Gregor Kobel d'une reprise de volée (33e). Le portier du Borussia Dortmund s'est toutefois bien rattrapé devant Alexander Bernhardsson à la 45e, alors que la Suisse souffrait depuis l'égalisation suédoise.

Les Helvètes sont revenus du vestiaire avec de meilleures intentions. Et ils ont su capitaliser sur une erreur suédoise pour reprendre l'avantage à l'heure de jeu. Comme à Solna lors du match aller, Granit Xhaka a pris ses responsabilités pour transformer un penalty obtenu par Breel Embolo, déséquilibré dans la surface par le gardien Viktor



Johansson, à la suite d'une passe en retrait très mal dosée de Gabriel Gudmundsson (60e).

Les Romands marquent

Dans tous les bons coups, Embolo aurait pu donner deux longueurs d'avance à la Suisse, mais il a perdu son face-à-face avec Johansson quelques instants plus tard (61e). Un échec sans conséquence, puisque son passeur décisif Dan Ndoye s'est mué en buteur pour dispenser le public genevois d'une fin de match irrespirable.

Devenu la principale arme offensive de cette séduisante équipe de Suisse, le Vaudois a marqué le

3-1 au terme d'un mouvement vertical initié par Granit Xhaka et Ruben Vargas (75e). Et pour conclure la soirée sur une magnifique note, le Genevois Johan Manzambi a ajouté un quatrième but dans le temps additionnel.

Les joueurs de Murat Yakin auraient évidemment préféré valider leur qualification à domicile, devant le public suisse. Ils devront attendre leur déplacement au Kosovo pour composer leur billet pour l'Amérique du Nord. Mais leur participation à une sixième Coupe du monde consécutive est assurée à 99,9%.